



L'ÉTAT DE LA FRANCE,

DEPUIS LE DIX-HUIT BRUMAIRE.

CET ancien adage que, « le mal vient en courant & le bien à pas de tortue », pourroit bien n'être, comme tant d'autres, qu'une vaine déclamation & un trait de misanthropie.

Quel étoit le tableau de France, il y a quatre mois ? Quel est-il aujourd'hui ? Je crois que le contraste qui naît de la comparaison de deux tems aussi rapprochés, est une bonne & heureuse réfutation de ce vieil adage.

Sous l'aspect diplomatique, sous l'aspect financier, sous l'aspect social, sous l'aspect militaire, ces deux époques diffèrent autant que le caractère de deux nations bien diverses, & l'histoire de deux siècles bien distans l'un de l'autre.

En peignant la France sous les traits qu'elle présente aujourd'hui, je rappellerai naturellement ceux que lui prêtoient & le mal-aise & la détresse qui, secrètement, altéroient tous les ressorts de ses forces & la mauvaise direction qui gênoit tous ses mouvemens, & la fausse position qui la montrait à l'Europe sous un jour désavantageux, & dénaturait l'ensemble des rapports qui la lient aux autres états.

Avant le 18 brumaire, l'opinion la plus générale en France & au-dehors, étoit que les plus grands obstacles au retour de la paix venoient de la France. L'éclat de nos victoires, rapportant à l'état de guerre une des plus belles moissons de gloire que jamais aucune nation ait recueillie, donnoit une grande apparence de plausibilité à cette opinion ; & la constance des Français, après une assez longue suite de revers, servoit encore à la confirmer. Un seul moment a suffi pour désabuser l'Europe. On a vu s'élever à la tête des affaires un homme, dont les dispositions persévérément libérales, dont la modération signalée rendoient compte du véritable objet des triomphes de la France & dont le retour faisoit sentir que son absence avoit été une des principales causes de nos revers. La victoire est reve-

nue sous nos drapeaux & le vœu de la paix a été prononcé. Tous les Français ont applaudi à ce vœu : parce que la voix qui le proclamait, rappelloit des souvenirs qui leur présentoient cette paix comme une nouvelle gloire à conquérir, comme la conquête la plus douce à conserver. Toute l'Europe a cru à la sincérité de ce vœu : parce qu'on ne peut s'empêcher de croire à la garantie d'un grand caractère, & qu'on ne peut s'empêcher d'entendre ce qui part des sentimens unanimes d'une grande nation.

Les opinions sur la France ont subi les mêmes changemens que les opinions françaises. Quand celles-ci se sont calmées & ralliées, celles-là ont perdu le vague qui les rendoit incertaines & la violence qui les exagéroit. Les haines, les défiances européennes ont disparu devant le spectacle d'une nation qui desiroit bien vivre avec ses amis ; qui vouloit rétablir entre elle & ses ennemis les grands principes du droit public, sans lesquels il n'existe aucun honneur pour l'état de guerre, aucune sûreté pour l'état de paix ; qui vouloit faire renaître ces rapports de concorde, d'union sincère & de bonne intelligence, qui seuls, donnent la vie aux droits, aux devoirs & aux intérêts fédératifs ; qui vouloit enfin être indépendante, disposer seule de son sort, & ne se mêler de la destinée de personne.

Telle est la France aujourd'hui envisagée sous son aspect politique. Son aspect financier n'offre pas une moins sensible amélioration.

La décadence financière est de tous les désordres celui dont le cours est le plus rapide & le plus progressif. Il est aussi celui dont les causes & les remèdes sont les plus difficiles à définir : mais quelque peu de connoissance qu'on ait dans ces matières, il existe une vérité que tout le monde peut saisir, c'est qu'il est un degré dans le mal où ne pas empirer c'est guérir. La France étoit arrivée

à ce degré. Il suffiroit donc de dire que depuis l'établissement du gouvernement nouveau le dérangement ne s'est pas accru pour pouvoir assurer qu'il a trouvé ou trouvera bientôt son terme.

Il est encore une autre vérité non moins féconde en espérances, c'est qu'en finances chercher à établir l'ordre dans toutes les parties, c'est porter la vie dans toutes les ressources & l'économie dans toutes les dépenses. Or, depuis quatre mois, le gouvernement est infailliblement occupé du soin de tout ordonner; de là une foule de conséquences dont le bienfait est déjà senti, et une foule d'autres conséquences que la prévoyance de tous les hommes un peu entendus en affaires attend avec tant d'assurance, qu'elles entrent d'avance dans le domaine du crédit comme si elles appartenait au tems présent.

Ces conséquences ne peuvent être développées; il suffit de les indiquer.

1°. L'abîme dans lequel l'état alloit s'engloutir a été mesuré. Les causes qui, par leur fatal enchaînement plus encore que par leur gravité, concouroient à l'y précipiter, ont été découvertes, reconnues & appréciées. On a appris enfin à calculer les dangers & les moyens de salut, & à ne pas désespérer de la fortune publique.

2°. L'ignorance, la timidité, la mauvaise foi avoient ravale le gouvernement, resserré l'horizon de ses vues, rétréci la sphere de son action. Il ne pouvoit se mouvoir que par des impulsions partielles, incertaines, & souvent contradictoires. Il antcipoit, promettoit des garanties qu'il ne pouvoit donner, les retiroit pour les donner encore. Irrité du sentiment de la misere, blasé sur celui de la honte, il s'étoit placé entre le fléau de la banqueroute & celui de la cessation de service, & ces deux maux étoient moins une alternative que le double écueil sur lequel il alloit inévitablement briser le vaisseau de l'état. Le gouvernement est passé dans de meilleures mains. Ses premières mesures ont été une profession de courage & de bonne foi. Le succès de ces mesures a été la preuve de ses lumières. Il a imprimé un caractère de suite & de généralité à ses impulsions. Je ne développerai pas ses moyens; mais qu'on en juge par les résultats. Les contributions ont été payées; l'arriéré s'est rapproché des dépenses courantes. On a cessé de spéculer sur la peur; les calculs de l'intérêt se sont portés sur un avenir d'espérance, la valeur des effets publics s'est élevée, tous les services ont été assurés, &c.

3°. Le fait de l'acquit actuel des contributions, sans que leur théorie ait été changée, a constaté une vérité qui ne sauroit être trop connue: c'est que les défauts de tout système d'imposition sont moins dans la théorie du système de l'impôt, que dans les vices de l'état social & dans les

circonstances de l'exécution de ce système. Il en est encore résulté la connoissance d'une autre vérité: c'est que l'impôt payé & servant à assurer le paiement des dépenses de l'état, est un des plus grands moteurs de l'industrie & un des plus grands promoteurs du crédit.

Le discrédit général & particulier est l'effet immédiat de la cessation du mouvement de l'argent. Considérez le gouvernement qui perçoit, comme un individu, & que cet individu qui est le plus riche de tous les débiteurs & de tous les créanciers de l'état recoive de toutes les mains & paye à toutes les mains, le montant actif & passif de ses créances; aussitôt un mouvement puissant est donné à la grande machine de l'argent. Les contribuables, les salariés en point de contact d'action avec le gouvernement, se mettent en point de contact d'action les uns envers les autres. L'industrie se ranime, elle suscite par-tout le travail, les especes circulent; les produits s'échangent & le crédit général s'établit sur des bases qui ne sont pas autres que celles même du crédit de l'état.

Je pourrois m'étendre davantage sur ce sujet; mais je passe à l'aspect social que présente aujourd'hui la France.

Ici la tâche seroit douce à remplir, s'il n'étoit pas impossible autant que superflu de tout dire. A qui faut-il apprendre que les Français sont délivrés de l'insupportable nécessité de se haïr mutuellement, par cela seul qu'ils ne sont plus soumis à la honteuse nécessité de se craindre; que leurs ressentimens tendent tous les jours à devenir de simples souvenirs; que leurs souvenirs se perdront un jour dans l'oubli; que jugeant enfin sagement de leurs intérêts & de leurs sentimens, ils ne se méprennent ni sur le danger des dissensions, ni sur l'incompatibilité de l'esprit de faction avec leur caractère. Aujourd'hui les droits que la liberté donne & les devoirs qu'elle prescrit sont connus, on ne peut plus abuser d'elle pour la faire mépriser ou pour la faire haïr. On la connoît, parce qu'on en jouit sans trouble; on en jouit sans trouble, parce qu'on ne peut ni ne veut empêcher que les autres en jouissent: les opinions se sont reformées, parce que les sentimens se sont améliorés. On est enfin plus éclairé, parce qu'on est meilleur.

D'où est venu un tel changement? d'une seule cause. Le gouvernement a attiré à lui toute l'autorité qui lui appartenoit, & les hommes ont perdu, avec le pouvoir de mal faire, la volonté de se nuire; cette volonté n'est pas naturelle; la bienveillance, la justice sont plus dans la constitution du cœur humain. Le gouvernement a déployé sa justice & sa bienveillance; & les Français, revenus à leurs impressions, se sont trouvés naturellement en accord avec lui. Ils ont vu avec plaisir que les bonnes loix étoient exécutées, sans que personne se mêlât de les entraver ou de les exagérer.

Ils ont vu la réforme des mauvaises loix avec approbation & même avec reconnoissance : & comment en seroit-il autrement ? La liberté de chacun ne gagne-t-elle pas à la liberté de tous ? Telle loi funeste qui ne m'atteint pas aujourd'hui, ne me menace-t-elle pas dans l'avenir ? Tel homme qui dédaigne un culte, n'a-t-il pas des amis, des parens qui l'aiment ? Ne peut-il pas un jour choisir ou aimer ce culte ? Et dans l'état récent d'où nous venons de sortir, quel homme pouvoit échapper au danger d'une proscription légale ? Le plus pur ami de la liberté, le plus généreux défenseur de son pays pouvoit, au moment même où l'un défendoit les droits nationaux, où l'autre versoit son sang pour la liberté, voir leurs noms inscrits sur cette liste fatale qu'on peut enfin nommer aujourd'hui sans terreur, & qui, dans des mains fanatiques, auroit pu devenir un jour le code pénal de toutes les vertus, de tous les talens, de tous les services rendus à la patrie.

L'aspect social de la France présente ainsi une régénération de gouvernement agissant comme cause de la régénération des sentimens français, & celle-ci produisant comme effet la régénération des opinions nationales. L'ordre & la liberté se sont associées sur l'enchaînement fécond de ces heureuses causes. Les préjugés individuels se sont dissipés, les passions publiques se sont évanouies, les dénominations ont été reléguées dans les récits du passé ; les diffamations, les haines, la guerre civile même qui ne se dirigeoit que contre ces dénominations, ne pouvant porter sur rien, n'ont plus eu d'alimens, parce qu'elles n'avoient plus d'objet ; les citoyens au sein de la France n'ont plus voulu maudire & combattre quand ils ont vu qu'ils ne pouvoient maudire & combattre que des Français.

J'aurois trop à dire sur l'aspect militaire de la France ; je ne dirai qu'un mot : il est imposant, glorieux & terrible. Les armées françaises sont recrutées & augmentées sans vexations. La guerre civile de l'Ouest n'a pas diminué nos défenseurs : la paix touchante qui l'a terminée en a augmenté le nombre. Les armées de la république sont approvisionnées pour la campagne : des mesures ont été prises pour assurer un état à tous les militaires qui ont fait la guerre de la liberté. Les nouveaux corps qu'une administration malveillante autant qu'inepte avoit formés pour avoir une occasion de désorganiser la direction de ceux qui existoient, & de priver une partie des officiers en activité de leur emploi, ont été détruits, incorporés dans les anciens cadres & constitués d'une manière permanente. Tel qui est chef de brigade, tel qui est capitaine, tel qui est sergent-major, est sûr d'avancer proportionnellement à ses services, à ses talens, & de ne jamais descendre. Des récompenses nationales seront décernées aux officiers, aux soldats qui se distinguent.

Avoir servi la république, avoir été blessé à son service, est désormais un titre ineffaçable d'honneur & de gloire. L'opinion publique, d'accord avec les loix militaires, consacre les distinctions qu'elles accordent. La considération collectivement acquise par l'ensemble des soldats qui composent l'armée, s'individualise sur chacun d'eux. La considération qui, à la suite de nos victoires, à la suite de la paix & de la prospérité publique feront la gloire & la récompense du gouvernement, reviendra par un juste partage à tous les citoyens qui lui auront prêté l'appui de leur opinion, qui l'auront secondé de leurs vœux, de leurs efforts & de leurs sacrifices.

Dans tout événement qui peut être considéré comme le résultat d'une certaine unanimité dans les dispositions générales de la nation, il y a cet avantage qu'on aperçoit d'abord ce que tout le monde gagne, & qu'on cherche en vain autour de soi des sujets de s'inquiéter ou de justes motifs de se plaindre. J'ai exposé trop superficiellement sans doute, mais avec vérité, les changemens que la France présente sous ses quatre principaux points de vue. En revenant sur ces développemens, en rapportant aux améliorations dont ils offrent ou le tableau ou la perspective, la diversité des intérêts qui lient les différentes classes de citoyens aux vicissitudes de la fortune publique, on n'a pas de peine à retirer de l'aspect général, un ensemble de motifs particuliers à chaque classe, & propres même à chaque individu, de s'attacher, par les sentimens de la confiance & de l'espoir, à l'ordre de choses actuel.

On peut dire aux hommes que la révolution a lassés : « Elle est finie ; ses ressorts sont usés ; ses passions achevent de s'éteindre ; ne les ranimez pas en remettant en cause & leur violence & leurs excès. Le bien qui reste d'elle est commun à tous ; le plus funeste des maux qu'elle a produits a été de diviser, d'aigrir les cœurs. De-là toutes les impulsions déréglées ; de là les agitations, les désordres qui ont troublé votre repos & fatigué votre patience. Aujourd'hui il n'existe plus de haine politique ; il n'existe plus de motifs de s'aigrir pour ou contre des opinions : il y a toujours des hommes malveillans, haineux, ambitieux & méchans ; mais ils ne peuvent plus décorer leurs vices d'un prétexte d'intérêt public ; ils ne peuvent plus vous donner leurs fureurs pour des vertus, & vous faire un crime des vôtres : ils seront désormais contenus par la loi & par l'opinion publique, revenues enfin l'une & l'autre des juges impartiaux, inexorables & justes. Voilà vos avantages ».

On peut dire aux hommes qui ont été entraînés par la révolution : « Revenez comme elle à son objet, à son esprit, à ses principes : nous avons été soulevés par un sentiment énergique d'indignation contre le despotisme d'un gouver-

nement qui n'existe plus, contre l'arrogance d'une classe qui est détruite, contre d'intolérables abus, dont on conserve à peine le souvenir. Mais, voudriez-vous que l'absence ou l'instabilité du gouvernement fit naître un autre despotisme, donnât naissance & crédit à d'autres castes, & substituât de nouveaux abus aux anciens? Non, tel n'est pas votre vœu; mais telle est l'accusation que la majorité calme & saine de la nation a long-tems portée contre vous. L'assentiment que vous avez donné à la salutaire régénération du dix-huit brumaire; le généreux empressement avec lequel vous avez renoncé à vos moyens d'influence qui étoient aussi une sorte de prérogative, à vos prétentions que quelques-uns prenoient pour des titres, à vos théories de perfectibilité, qui étoient des préjugés plus philosophiques, mais non moins vains que les préjugés nobiliaires, vous ont disculpés. Vous avez abdiqué une véritable tyrannie, vous êtes rentrés dans la classe des citoyens. Vous jouissez de l'égalité qui n'est quelque chose pour chacun qu'autant qu'elle est la véritable égalité de tous. Voilà vos avantages.

On peut dire à ceux qui ont fait la révolution, » vous avez eu tous le même but en vue, vous ne vous êtes divisés que sur les moyens : c'est la liberté légale, l'égalité légale,

l'ordre l'égal que vous vouliez établir. Qu'importe sous quelle forme plus ou moins démocratique, plus ou moins concentrée! Les systèmes intéressent les esprits oisifs, égarent les esprits légers, mais les esprits sages savent que s'il est possible de présumer quelques circonstances, il est impossible de les deviner toutes, & que c'est de leur accord seul & de leur ensemble que résultent les institutions qui s'établissent à la suite des grandes agitations politiques. Les résultats sont tels que vous le désiriez, ils satisfont à toutes les théories. Vous avez cherché long-tems en vain l'ordre dans la liberté & l'égalité; vous avez enfin trouvé la liberté & l'égalité dans l'ordre. Voilà vos avantages ».

On peut dire à ceux qui ont versé leur sang pour la liberté, jouissez de votre conquête : elle brillera aux yeux de la prospérité de tout l'éclat de vos belles actions. Elle s'éternisera par les sentimens de bonheur que vous partagerez avec une nation qui vous doit sa gloire & son indépendance. Il vous reste à conquérir la paix. Ce dernier bienfait manque à ceux dont vous avez comblé vos concitoyens. Ils l'attendent de votre persévérance & de votre courage : vous reviendrez ensuite, au sein de votre patrie et dans un honorable repos, recueillir les témoignages de l'admiration & de la reconnaissance publique, tels seront vos avantages.